

les prérogatives parlementaires continuent à être foulées aux pieds. Le roi, dit-on, ne veut point faire de concessions au parti constitutionnel avant la fin d'une guerre victorieuse ; personne d'ailleurs ne met en doute que, sous le coup d'une défaite, non-seulement M. de Bismark serait forcé de quitter le pouvoir, mais le roi serait contraint d'abdiquer. Quelle que soit d'ailleurs l'issue de la guerre, une chose est certaine, c'est que l'esprit de l'Allemagne en sortira fortement surexcité, et la constitution germanique sérieusement modifiée. En face des calamités déchaînées sur eux et sur l'Europe par l'arbitraire monarchique, les Allemands éclairés ne repoussent même point la perspective d'une confédération républicaine. Sans aller ju-qu'à cette extrémité, il est impossible qu'après la guerre le lien fédéral ne soit fortifié, et que les institutions fédératives ne soient retrempées dans la liberté et la démocratie. Pour voir l'avenir sous cette couleur, nous n'avons certes point la simplicité de nous laisser leurrer à cette jonglerie de suffrage universel que M. de Bismark entend accommoder, en homme qui est de son temps, aux convenances du pouvoir despotique ; nous n'avons pas besoin d'accueillir avec trop de confiance les projets de réforme fédérale que l'on attribue aux gouvernements restés fidèles à la confédération : il nous suffit d'avoir foi dans l'inexorable nécessité des choses.

. . . . .

La chute du cabinet de lord Russell est maintenant un fait consommé. Nous la pressentions depuis plusieurs mois.

Nous ne doutons point que lord Derby ne soit en état de composer, s'il le veut, un ministère fort respectable. La première pensée qui s'était présentée à lui était bien na-

tuelle. Il aurait désiré, paraît-il, que le groupe des 44 libéraux qui ont voté l'amendement de lord Dunkellin consentit à fournir un contingent à son administration. Ce groupe renferme des influences parlementaires considérables ; il suffit de nommer des noms tels que ceux de lord Grosvenor, lord Elcho, M. W. Beaumont, M. Lowe, M. Horsman. Après tout, l'ancien torysme, avec ses superstitions et ses violences, a depuis longtemps cessé d'exister. S'il est des whigs qui tiennent aujourd'hui à s'appeler libéraux conservateurs, nous ne croyons point qu'il y ait beaucoup de tories qui voulussent refuser d'être appelés conservateurs libéraux. Entre des hommes qui ne se distinguent que par une transposition de substantif et d'épithète, la conciliation ne devrait pas être difficile. On dit pourtant que soit par respect pour les traditions de parti, soit par tactique, les libéraux conservateurs, les *abdullamites*, pour les appeler par leur sobriquet désormais historique, tout en promettant l'appui de leurs votes à une combinaison tory, aiment mieux demeurer en dehors des places. Quant à nous, dans la formation du cabinet nouveau, ce qui nous intéresse le plus, c'est la résolution que prendra lord Stanley touchant la place qu'il y doit remplir. Ainsi que nous le pressentions déjà, il y a quinze jours, il est question de lord Stanley pour les affaires étrangères. Ce serait un événement important pour le continent que l'arrivée d'un pareil homme à un pareil poste. Certes nous ne demandons point à l'Angleterre de se mêler au chaos des affaires continentales, et nous comprenons la répulsion que lui inspirent ces combinaisons politiques qui commencent par l'intrigue occulte pour aboutir aux horribles carnages. Cependant les Anglais vont d'un excès à l'autre : il y a eu